

Les archives du Groupe Société Générale et l'industrie

« Fille de la révolution industrielle », la « Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie » est fondée le 4 mai 1864 par un groupe d'industriels et de financiers. Afin d'accompagner les mutations économiques nées de la révolution industrielle, la Société Générale exerce le métier de banque de dépôt mais également de banque d'affaire. Elle participe notamment au décollage industriel de la Russie, en investissant dans des entreprises sidérurgiques et métallurgiques ou encore dans la construction de chemins de fer. Au tournant du XX^e siècle, les opérations financières augmentent. Grâce à son réseau d'agences implantées sur tout le territoire français, la Société Générale peut placer des titres auprès de sa clientèle. Témoignages des relations financières entre l'industrie et la Société Générale, les archives conservées au sein du service des Archives historiques sont variées et offrent des pistes de recherches multiples. Nous examinerons, dans un premier temps, les archives de la Société Générale à travers trois grandes séries documentaires puis nous dresserons un état des lieux des archives de deux filiales qui contribuèrent, chacune à des échelons différents, au développement de l'industrie. Il s'agit de la Sogenal, banque régionale et européenne et du Crédit anonyme à l'industrie française (CALIF), filiale spécialisée dans le crédit à moyen terme.

Les archives de la Société Générale

Les "industriels" et la Société Générale : les dossiers individuels des administrateurs et des ingénieurs conseils

Au sein de la Société Générale, des hommes jouent un rôle clef et bien défini pour mener à bien les affaires avec les firmes industrielles. Il y a dans un premier temps les administrateurs qui jouent le rôle d'intermédiaires entre la banque et le milieu industriel, et les ingénieurs-conseils experts qui, dans leur domaine de spécialité, apportent une « culture technique » à la banque.

Le service des Archives historiques conserve des sources d'intérêt permettant de retracer le parcours de ces hommes et les liens entretenus avec le monde de l'industrie.

Les administrateurs

Dès la fondation de la banque en 1864, des patrons de firmes industrielles siègent au conseil d'administration de la Société Générale. Le président fondateur est Eugène Schneider, les administrateurs sont François Bartholoni de la Compagnie du Chemin de fer Paris à Orléans, Basile Parent, patron de Parent-Schaken ou encore Paulin Talabot, directeur de la Compagnie du chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée. Grâce à ce réseau d'hommes d'influence, la banque est introduite très tôt dans le milieu de l'industrie et peut ainsi développer ses affaires. L'établissement bancaire, par le biais de ces administrateurs, siège également dans des firmes industrielles. Il peut ainsi superviser les activités de l'entreprise cliente.

Les dossiers individuels des membres du conseil d'administration (1889-1980) constituent à ce titre une source précieuse pour entrevoir les relations qui existent entre le monde de la banque et le monde de l'industrie. Ils sont constitués d'une fiche de renseignements (avec nom, prénom, date de naissance et date de nomination) et d'un état de la carrière de l'administrateur, complété par la liste des conseils d'administrations dans lesquels ils siègent, ainsi que de la correspondance.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Société Générale, souhaitant participer à la reconstruction industrielle de la France, nomme de grands industriels à son conseil d'administration. En décembre 1917, Edmond Dupuis, président de la Société métallurgique de Montbard-Aulnoy, Edouard Gouin, président de la Compagnie générale de construction de locomotives (Batignolles-Châtillon) et Paul Nicou, président de la Société anonyme des Acéries de Micheville, sont nommés administrateurs.

Le premier nommé, Edmond Dupuis, est administrateur de la Société Générale de 1917 à 1932. Il siège

également au conseil d'administration de dix autres entreprises. Parmi elles, citons la "Compagnie générale de construction et d'entretien de matériel de chemins de fer", le "Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre " ou encore les "Hauts fourneaux et forges d'Allevard". Son dossier est constitué entre autres du texte prononcé à l'assemblée générale pour l'approbation de sa nomination. Document remarquable qui témoigne des motivations de la Société Générale en nommant des industriels « *par l'approbation donnée l'an dernier à notre rapport vous avez sanctionné nos vues sur l'importance pour notre pays et pour nous-mêmes du mouvement de renaissance industrielle de la France. Nous avons en conséquence jugé utile de nous adjoindre plusieurs représentants de la grande industrie, et nous soumettons avec confiance à votre approbation leur nomination définitive* »¹.

Les ingénieurs-conseils

À mesure que de grandes entreprises se constituent, des bureaux techniques s'ouvrent dans les banques. Placés auprès de la direction financière, ces services recrutent des ingénieurs-conseils qui ont pour rôle de mener des études techniques sur la firme afin de déterminer la faisabilité de l'opération financière. Ils suivent également l'activité de l'entreprise cliente. La Société Générale recrute très tôt des ingénieurs-conseils. Dès les années 1870, elle confie à M. Hibon la supervision des affaires, notamment en Russie où la Société Générale joue un rôle important. Mais c'est durant la Première Guerre mondiale que le recrutement d'ingénieurs semble s'intensifier.

Les dossiers du personnel conservés depuis la création de la banque en 1864 constituent une grande source d'intérêt. Les dossiers des ingénieurs apportent une mine de renseignements sur leur environnement familial, leur formation, leur expérience professionnelle dans l'industrie avant leur recrutement et leur carrière au sein de la Société Générale. Chaque dossier est constitué de documents types : relevé de carrière avec le grade et les différentes mutations, notations, correspondance.

Le parcours d'Yves Tournier est exemplaire². Il rentre à la Société Générale en 1930 en tant qu'ingénieur attaché au service technique. Né en 1893, il est ancien élève de l'École polytechnique et de l'École supérieure d'aéronautique et de constructions mécaniques. Son père est directeur de l'artillerie aux établissements Schneider entre 1910 et 1923 ; ses beaux-frères travaillent à la maison Fouché à Paris, société spécialisée dans la fabrication de chaudières, et enfin son oncle est, un temps, dirigeant de l'École centrale des Arts et manufactures. Lorsqu'il postule à la Société Générale, Yves Tournier bénéficie déjà d'une riche expérience professionnelle. Tous les postes occupés sont mentionnés dans son dossier. Entre 1921 et 1930, il travaille successivement comme ingénieur à la Société des transports en commun de la région parisienne, au service aéronautique de la société des travaux Dyle et Bacalan, puis rejoint la maison Fouché et enfin entre à la banque Dupont où il restera jusqu'en 1930. Grâce à ses différentes expériences professionnelles, Yves Tournier a accumulé une bonne connaissance de l'industrie. Lors de sa candidature, il dispose néanmoins de références de la part du colonel Filloux, directeur des établissements Schneider au Havre et de M.-A. Mosticker, ingénieur, chef du service des brevets aux établissements Schneider.

Le relevé de carrière permet en suite de retracer le parcours de Y. Tournier au sein de la Société Générale. Entre 1930 et 1942, il occupe les fonctions d'ingénieur-conseil avant de devenir, en 1942, le directeur général de la société anonyme de Crédit à l'industrie française (CAUF) et le président de la Société de valeurs industrielles (VALORIND). En 1949, il démissionne de la Société Générale.

Les entreprises industrielles financées par la Société Générale

Les dossiers des entreprises clientes, une source très documentée ...

Dans le cadre des entreprises clientes, le fonds des archives de la Société Générale est composé d'un ensemble de dossiers émanant de la direction financière. Ces dossiers sont de deux types : dossiers d'études ou dossiers de travail élaborés à l'occasion de la mise en place d'opérations financières. Ils couvrent une période très étendue de 1898 à 1996.

¹ Cote 2775.

² Cote 4179

Les dossiers d'études sont constitués des documents sociaux de l'entreprise (statuts, rapports de conseils d'administration ou d'assemblées générales, bilans comptables), de rapports d'ingénieurs, de notes sur l'activité de l'entreprise et d'historiques des relations avec la Société Générale. Enfin, ils comprennent une fiche de renseignements, établie chaque année par l'agence qui tient le compte de l'entreprise cliente, envoyée à la direction financière pour information. On y retrouve des éléments sur la trésorerie et les opérations de banque traitées par l'agence.

Les dossiers des opérations financières contiennent des documents similaires - documents sociaux de l'entreprise, documents financiers, notes sur l'entreprise - mais complétés par un ensemble de documents sur l'opération financière : protocole d'accord, liste des participants, actes syndicaux, spécimens de bons d'émission d'actions ou d'obligations, prospectus publicitaires, correspondance avec les banques constituant le syndicat de garantie.

Pour des études multiples

La série des dossiers des entreprises représente une source très riche permettant de retracer l'action de la Société Générale dans le développement de l'industrie et de donner des renseignements précieux sur le fonctionnement et l'activité de firmes industrielles issues de différentes branches d'activité.

Concernant les affaires industrielles suivies par la Société Générale à ses débuts, les dossiers des entreprises sont lacunaires. En revanche, signalons la présence de documents exceptionnellement riches, relatifs aux affaires effectuées par la banque à l'étranger et plus particulièrement en Russie où elle participe à l'essor industriel du pays dès 1872. La Société Générale y joue le rôle de banque d'investissement. Dans ce cadre, elle s'entoure de nombreux experts devant évaluer le risque de l'opération financière. Leurs expertises donnent lieu à une production documentaire comprenant à la fois les documents sociaux de l'entreprise (statuts, comptes rendus d'assemblées générales, etc.) et de nombreuses études. Ces derniers documents sont des rapports d'ingénieurs décrivant l'activité de la société et son organisation, et des cartes (plans d'usines, tracés de chemins de fer). Très variés et exceptionnels, ils permettent d'aborder le financement de la banque dans les industries de base (sidérurgie, mines, chemins de fer), moteurs de la première phase de la révolution industrielle.

Grâce à ces premières opérations financières en tant que « banque industrielle », la Société Générale acquiert une expérience et un savoir-faire indéniable dans différents domaines d'activité. À partir de 1900, grâce à l'extension de son réseau de guichets, elle peut augmenter le nombre de placements de titres auprès de sa clientèle. En participant à de nombreuses opérations financières, elle contribue largement au développement du secteur de l'électricité, comme en témoigne l'importance des dossiers. Dans le cadre du programme d'électrification de la France, la Société Générale apporte notamment son concours au financement de l'électrification de la région parisienne avec la Compagnie de l'électricité de l'Est parisien (Est Lumière)³. Créée en 1900, la société compte parmi ses administrateurs Maurice Verstraete puis Georges Taffineau, tous deux administrateurs de la Société Générale, qui apportent leur expertise financière, en particulier en 1920 lorsque Est Lumière se trouve en difficulté. La relation étroite qui lie la Société Générale à l'entreprise donne lieu à une production documentaire. On y retrouve ainsi nombre de bilans financiers, comptes rendus d'organes décisionnels, notes et rapports de visites, correspondances.

À partir des années 1920, La Société Générale contribue au financement de branches d'activités plus spécifiques comme l'industrie cinématographique. Elle participe aux émissions d'emprunts obligataires de grandes firmes industrielles comme Pathé-Cinéma ou Gaumont entre 1923 et 1946 et accompagne les mutations technologiques que connaît le secteur en particulier en 1930, lors de l'avènement du film parlant. Cet événement relance l'activité des firmes nationales qui ne subissent plus la concurrence des films américains. En 1932, la Société Générale participe à l'augmentation de capital de la Banque de la cinématographie française⁴. L'établissement financier, créé en 1929 par un groupe de banquiers et d'industriels, a pour mission de négocier des crédits aux entreprises cinématographiques en plein essor. La documentation est variée : historique de l'entreprise et de ses relations avec la Société Générale, note sur le rôle et le développement de la Banque de la cinématographie française, comptes

³ Cotes 2964,3073,3078 3133,3181,3189,3284,3357,3799,5624,5625,6522, 7780, 7208, 7213, 7673,7822,8127

⁴ Cote 80759.

rendus de réunions et de correspondances permettant de comprendre le positionnement de la Société Générale par rapport à ce secteur d'activité émergent.

Les dossiers d'entreprises apportent également des renseignements précieux sur l'activité et le fonctionnement de l'industrie durant la Seconde Guerre mondiale. Dans le secteur de l'aéronautique, la Société Générale suit les différentes augmentations de capital lancées par « la Compagnie Louis Breguet aviation » entre 1928 et 1950. Elle produit dans ce cadre un certain nombre de notes sur la situation de l'entreprise. Une note de 1942 nous renseigne sur l'activité de la compagnie et sur son fonctionnement. Installé à Velizy, le personnel s'est replié à Toulouse et à Anglet. En raison de l'arrêt des fabrications aéronautiques suite à l'armistice, la société s'est reconvertie dans la construction des gazogènes, fours à carbonisation et pièces électriques, avant de reprendre ses activités en 1941. Nous apprenons également que trois administrateurs israéliens ont démissionné et qu'un administrateur provisoire a été nommé.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la Société Générale participe aux grands emprunts lancés par l'État dans le cadre de la reconstruction de l'industrie et du commerce sinistrés. En 1948, elle participe à l'émission d'un emprunt réalisé au profit du Groupement pour la reconstitution de l'industrie du pétrole⁵. Le dossier est constitué de la notice publicitaire, du tract édité et remis à la banque afin d'être distribué à la clientèle. À partir de 1953, son partenariat historique noué avec de grandes firmes sidérurgiques la conduit logiquement à être le chef de file des opérations d'emprunts lancées par le Groupement de l'industrie sidérurgique (GIS).

Études économiques sectorielles

En complément de ces dossiers d'entreprises, nous soulignerons la présence d'études réalisées par le service des études industrielles et commerciales de la direction financière, couvrant plus particulièrement les années 1935-1970. Ces études sont publiées sous la forme de revues d'information à usage interne. Elles apportent un éclairage sur la conjoncture économique et sur l'activité d'un secteur en particulier.

Études conjoncturelles

Les revues de conjoncture couvrent une période chronologique assez étendue, permettant de reconstituer l'activité économique d'une branche d'activité. Elles portent sur l'actualité et les tendances économiques de la semaine ou du mois.

Entre 1935 et 1940, une publication mensuelle est consacrée à l'analyse de la production industrielle par branche d'activité (blé, sucre, café, charbon, métallurgie, pétrole, laine, coton, lin, soie, vins, papeterie). On y trouve des renseignements sur les volumes de production d'un secteur mais aussi sur le marché du travail avec notamment les effectifs de la population ouvrière dans les grands établissements, le temps de travail réalisé en fonction du secteur industriel⁶.

Entre 1959 et 1972, une revue hebdomadaire intitulée « *Revue de presse et de conjoncture* » traite de la conjoncture économique française et internationale (avec les accords commerciaux signés, les indices de production industrielle) et publie des analyses plus spécifiques sur l'activité économique d'un secteur industriel. À titre d'exemple, le 1er février 1968, son un article sur « la restructuration de la sidérurgie lorraine »⁷. En 1972, une série d'articles est consacrée à l'état de la sidérurgie en France et à l'industrie pétrolière⁸. Ces articles nous renseignent sur le taux de production, les perspectives économiques d'une branche d'activité et enfin sur l'activité des grandes entreprises les plus représentatives du secteur.

Études thématiques

Les études thématiques abordent des problématiques variées sur l'activité économique en France et à l'étranger.

⁵ Cote 5869

⁶ Cote 4009

⁷ Cote 3984

⁸ Cote 3988

Entre 1931 et 1941, une collection d'études est consacrée à la situation économique de pays étrangers⁹. Ces rapports détaillés livrent des informations précieuses sur l'activité et la production industrielle d'un pays, et sont illustrés de cartes géographiques permettant de localiser les principales industries.

Pour la période 1939-1970, une collection complète de revues mensuelles est conservée. En 1959, plusieurs études sont réalisées sur le secteur de la construction navale : une étude générale sur la marine marchande et la construction navale, un lexique des termes usuels de la marine marchande ou encore une étude sur les douze principaux chantiers de construction navale. Cette dernière comporte une fiche détaillée par chantier qui nous renseigne sur le fonctionnement et l'activité de la société : les membres du conseil d'administration, la répartition du capital, le détail de l'activité avec la production et le chiffre d'affaires de la société. Elle est illustrée par une carte de la situation géographique des chantiers et leurs effectifs¹⁰. En 1961, des études plus spécifiques sont consacrées à des secteurs d'activité tels que l'industrie française de la conserve ou encore l'industrie de l'optique.

Les Archives historiques de la Société Générale conservent également les archives de quelques filiales. Citons l'exemple de la Sogenal, banque régionale européenne, ainsi que le Crédit anonyme à l'industrie française (CALIF), filiale spécialisée. Elles participèrent toutes deux, à des échelons différents au développement de l'industrie.

Les archives de la SOGENAL

Une banque régionale ancrée dans le monde de l'industrie

La Sogenal naît dans un contexte politique particulier, celui de la guerre franco prussienne et de l'annexion de l'Alsace-Moselle en 1870. La Société Générale qui dispose d'un réseau d'agences à Strasbourg, Colmar et Mulhouse souhaite préserver ses intérêts dans la région et développer ses activités industrielles. Le 15 octobre 1881, la Société Générale en association avec des industriels alsaciens fonde la Société générale alsacienne de banque (SGAB) ou Sogenal. Elle fait apport à sa nouvelle filiale de ses agences. Le membre fondateur est Alfred Herrenschmidt, manufacturier à Strasbourg. À ses côtés, parmi les principaux actionnaires alsaciens, figurent : Eugène de Turckheim, maître de forge à Niederbronn, Edouard Thierry-Mieg, manufacturier à Mulhouse ou encore Emile de Bary, industriel à Guebwiller.

Dès ses débuts, la Sogenal souhaite étendre son réseau et consolider ses intérêts financiers en Alsace-Lorraine. En 1882, la nouvelle banque s'implante à Metz, capitale de la Lorraine annexée et, la même année, à Guebwiller qui est alors le centre d'une région riche et industrielle. En 1886, elle continue son expansion vers l'Allemagne, avec la création d'une agence à Francfort puis à Luxembourg en 1893. Son réseau d'agences se consolide dans toute l'Alsace-Lorraine et au-delà. Implantée en Alsace-Lorraine puis outre-Rhin, en Allemagne, la Sogenal devient alors une banque régionale à dimension européenne.

Grâce aux relations financières qu'elle noue avec des entreprises industrielles régionales, la Sogenal contribue au développement de l'industrie textile et sidérurgique de l'Alsace-Lorraine.

Panorama des archives de la Sogenal

Le fonds est constitué de documents émanant des organes décisionnels de l'établissement bancaire donnant un aperçu du fonctionnement et de l'activité générale de la Sogenal.

Les dossiers de réunions concernent le conseil de surveillance (1883-1938), le conseil d'administration (1938-1991) ou les assemblées générales (1881-1981). Cette série d'archives permet d'aborder l'activité générale de la filiale de la Société Générale, son orientation et l'évolution stratégique de la banque sur une époque très large. Nous y retrouvons notamment des rapports sur la situation économique des grandes branches industrielles des régions d'implantation de la Sogenal et des

⁹ Cotes 4010-4011

¹⁰ Cote 4013.

entreprises les plus actives (avec leur rendement et l'effectif). Il y a également des documents de forme variée sur les opérations financières menées par la banque régionale, tels que des notes de renseignements financiers sur des entreprises, des prospectus publicitaires émis pour l'occasion, mais également les états de crédits accordés par agence et dans lesquels figurent le nom de l'entreprise ainsi que le montant du prêt.

Le fonds contient également des documents produits par les agences dans le cadre de leur activité commerciale comme par exemple :

- Les dossiers de crédits de la clientèle commerciale, classés par agence, couvrent la période des années 1880-1980. Ces dossiers offrent une source précieuse pour reconstituer l'activité d'une firme industrielle locale et les relations entretenues avec sa banque. Ils contiennent des documents de même type : extraits du registre de commerce, états financiers, comptes rendus d'assemblées générale ou de conseils d'administration, notes de renseignements sur la société précisant l'activité de la firme, les membres du conseil d'administration, la composition de son capital et sa situation financière ; des documents relatifs à sa situation dans l'agence qui tient son compte comme les états annuels des mouvements.

- Des rapports d'activité des agences, sous forme de registres, couvrent la période de l'entre-deux-guerres. Ces rapports mensuels ou trimestriels abordent le plus souvent les mêmes thèmes : la situation économique de la région, l'activité des principales entreprises locales, l'activité commerciale et la comptabilité de l'agence (avec notamment le mouvement des principaux comptes des entreprises clientes).

Sont conservés notamment les rapports trimestriels de l'agence de Guebwiller pour la période 1925-1935¹¹. La Sogenal est implantée localement depuis 1882. Située au pied des Vosges, la ville est le second centre industriel après Mulhouse et procure de nombreux emplois (plus de 3 000 ouvriers) dans la région. Les rapports permettent d'avoir un aperçu de la situation économique locale. On y trouve des analyses sur l'environnement socioéconomique de l'agence de Guebwiller : « *Les villages disséminés au milieu des montagnes comme Murbach, Linthal, Rimbach-Zell sont très pauvres et ne peuvent pas entrer en ligne de compte comme clientèle assidue. La ville de Bollwiller qui a poussé comme un champignon comporte une population travaillant dans les mines de potasse et dont 90 % sont des étrangers sans le sou* », des analyses sur les branches d'activités par secteur. On y trouve également des éléments concernant l'activité d'affaires nouvellement créées et de celles en faillite. En complément, ces rapports présentent l'activité commerciale de l'agence avec des bilans chiffrés des opérations financières ainsi que l'état des comptes des principales entreprises clientes. Enfin, des comptes rendus sur la concurrence des autres banques de la ville sont effectués. Sont signalés notamment les affaires traitées, les changements structurels (agences créées, personnel embauché). Des informations d'importance qui permettent d'envisager la teneur des relations interbancaires et du jeu concurrentiel que les banques se livrent dans un périmètre géographique restreint.

Les rapports d'activité nous renseignent également sur l'impact de la crise économique de 1929 dans l'activité industrielle de la région. Le 10 juin 1930, l'agence de Guebwiller rend compte de la situation de l'industrie cotonnière : « *Le prix de la matière a encore enregistré une nouvelle baisse ... Cette situation n'a pas encore eu de conséquences graves sur le marché de la main-d'œuvre. On nous signale cependant le chômage partiel de plusieurs maisons : Frey qui a envoyé une main-d'œuvre féminine de 25 ouvrières, Boucart et Union textile qui ne travaillent plus le samedi matin, Frey et Union textile qui par mesure d'économie ont fermé certains ateliers* ». Puis du secteur des mines : « *D'après nos renseignements une agitation se manifesterait actuellement parmi les ouvriers des mines de potasse dans le but d'obtenir une augmentation des salaires. Une grève serait projetée pour les prochains jours*».

Enfin, nous signalerons la présence de publications :

Nous trouvons par exemple un ouvrage publié en 1924 avec le concours de la Chambre de commerce de Strasbourg intitulé *Le livre d'or de l'industrie et du commerce du Bas-Rhin*¹². L'ouvrage est constitué des monographies de grandes entreprises industrielles de la région, illustrées de nombreuses photos.

Un autre ouvrage remarquable intitulé *Le Rhin* est conservé. Publié en 1931 à l'occasion du

¹¹ Cote 12117

¹² Cote 7987

cinquantième de la Sogenal, l'ouvrage revient sur l'histoire économique du Rhin. Il contient en avant-propos un important historique de la Sogenal illustré notamment du portrait de son fondateur Alfred Herrenschmidt¹³.

Les archives de La Société de crédit à l'industrie française (CALIF)

Une filiale spécialisée au service de l'industrie

À l'issue de la Première Guerre mondiale, des banques se dotent de filiales spécialisées proposant des crédits à moyen et long terme. Il s'agit alors d'achever la reconstruction des régions endommagées par la guerre, de contribuer à la relance des affaires notamment dans le secteur industriel et ainsi de répondre aux besoins de certains clients en octroyant des prêts non couverts par les pratiques bancaires courantes. Dans ce contexte, en juillet 1928, la Société Générale crée une filiale spécialisée dans le crédit à moyen terme, la Société anonyme de crédit à l'industrie française (Calif). Elle a pour objet d'assurer à l'industrie des crédits pouvant avoir une durée de un à cinq ans. Patronnée par la grande industrie, le capital de la Calif est constitué à 60 % par les banques et à 40 % par de grandes firmes industrielles telles que Forges et aciéries Marine-Homécourt, les Aciéries de Micheville, Pont-à-Mousson, etc.

Dans un premier temps, la Calif accompagne les efforts d'investissements de firmes industrielles en octroyant des crédits à l'équipement. À partir de 1960, suite au développement de la concurrence et à l'évolution de la réglementation du Crédit, elle diversifie son offre et finance des acquisitions de terrains, de bâtiments. Suite au décret du 22 juillet 1966, les banques de dépôts peuvent désormais avoir recours au crédit à court et moyen terme. La Calif, qui bénéficie d'une longue expérience, accompagne alors la Société Générale dans ces nouveaux financements et parallèlement poursuit la diversification de ces crédits. Elle octroie des prêts pour une durée pouvant aller jusqu'à quinze ans et offre un ensemble de solutions de financement très diversifiées aux entreprises industrielles, commerciales et agricoles.

En 1978, année de son cinquantième anniversaire, elle occupe la première place parmi les établissements de crédit à moyen et long terme.

Panorama des archives

Le fonds des archives de la Calif est composé pour l'essentiel des documents sociaux de la société (statuts, dossiers de l'assemblée constitutive) et des dossiers de réunions des organes décisionnels. Ces documents constituent les trois-quarts du fonds et ont été conservés dans leur intégralité:

- Statuts: 1928-1965
- Conseil d'administration: 1928, 1964-1982
- Assemblées générales: 1930-1982.

En complément, nous retrouvons des dossiers sur les différentes augmentations de capital effectuées entre 1928-1981. Ils sont composés de la liste des souscripteurs, de bulletins de souscription, de communiqués de presse, d'extraits de registres du commerce.

Concernant l'activité de l'établissement financier, les documents comptables sont d'un grand intérêt. Ils nous renseignent sur les entreprises clientes de la Calif et sur l'état de leurs engagements :

- des états de crédits avec le nom de l'entreprise bénéficiaire, le type de crédit (1941-1975)
- des bilans financiers (1928-1981)
- des grands livres (1951-1974).

¹³ Cote 45031

Conclusion

Les archives conservées au sein du service des Archives historiques de la Société Générale sont riches et variées et permettent d'aborder l'industrie sous différents angles. Une histoire sociale tout d'abord, avec l'étude du réseau d'hommes issus du monde de l'industrie et qui participent au développement économique de la France. Une histoire économique et financière ensuite, rendue possible grâce au nombre de dossiers d'entreprises permettant d'appréhender les relations financières entre la banque et le monde de l'industrie tant sur le plan national que régional.

Enfin les archives bancaires constituent une source d'intérêt pour la réalisation de monographies d'entreprises industrielles.

Camille Rey-Tensaouti

Archiviste

Camille, Rey-Tensaouti, « Les archives du Groupe Société Générale et l'industrie », in Ivan Kharaba, Philippe Mioche (dir.), *Banques et industrie, Histoire d'une relation timorée du XIXe siècle à nos jours*, Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2013, 180 pages, pp. 167-178.

